

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)

Objet du marché

**TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ
DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
SUITE À L'INCENDIE SURVENU EN AOÛT 2023
CITÉ ADMINISTRATIVE D'ÉVRY-COURCOURONNES**

MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE

En application des articles R.2123-1 à R.2123-8
du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des offres :

LE 28/07/2025 A 16H00 (HEURE DE PARIS)

ATTENTION :
**DÉPÔT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE
L'ÉTAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Boulevard de France 91 010 ÉVRY-COURCOURONNES CEDEX
① standard : 01 69 91 91 91 – Télécopie : 01 69 91 97 99

Site internet : www.essonne.gouv.fr

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1-1 Acheteur public.....	3
1-2 Objet du marché.....	3
1-3 Nomenclature CPV.....	3
ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 6 – RÉPONSE ET GROUPEMENTS D’OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	4
ARTICLE 7 – VARIANTES ET PRESTATIONS Supplémentaires ÉVENTUELLES.....	5
10-3 Variantes.....	5
10-3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
ARTICLE 8 – MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION (DC).....	5
ARTICLE 9 – DOSSIER DE CONSULTATION (DC).....	6
ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PRÉSENTATION DES PLIS.....	6
10-1 Transmission électronique des plis.....	6
10-2 Date limite de réception.....	8
10-3 Délais de validité des offres.....	8
10-4 Pièces à produire dans le cadre de la candidature.....	8
ARTICLE 11 – MODALITÉS ET CRITÈRES DE SÉLECTION.....	11
11-1 Sélection des candidatures.....	11
11-2 Sélection des offres.....	11
11-3 Négociations.....	12
ARTICLE 12 – VISITE DU SITE.....	12
ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	12
ARTICLE 14 – PIÈCES À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHÉ.....	13
ANNEXE 1 – ATTESTATION SUR L’HONNEUR.....	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

1-1 Acheteur public

Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD 91)
Cité administrative d'Évry-Courcouronnes
Boulevard de France
91 010 Évry-Courcouronnes Cedex

Adresse de la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1-2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux électriques à réaliser dans le vide sanitaire à proximité du poste haute tension du bâtiment préfecture suite à l'incendie survenu en août 2023 au niveau de la cité administrative d'Évry-Courcouronnes.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP, complété le cas échéant par les plans, notes techniques et notes de calcul établis.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Lieu d'exécution :

Bâtiment préfecture
Cité administrative d'Évry-Courcouronnes
Boulevard de France
91 010 Évry-Courcouronnes Cedex

Toutes les prestations sont soumises à une obligation de résultat et de moyens à la charge du titulaire.

1-3 Nomenclature CPV

Codes CPV : 45310000-3 Travaux d'équipement électrique

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONSULTATION

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ

C'est un marché public de travaux soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-Travaux).

Il n'est pas prévu de décomposition en lots et en tranches.

Conformément à l'article L.2113-11 2° du code la commande publique, le maître d'ouvrage décide de ne pas allouer ce marché, car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il s'agit d'un marché principalement à prix global et forfaitaire, non actualisable et non révisable.

Le candidat doit répondre à l'ensemble des chapitres composants le présent marché sous peine de rejet de son offre.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa date de notification et s'achève à l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44 du CCAG-Travaux ou au terme du nouveau délai de GPA en cas de prolongation de celle-ci.

Une réunion de lancement sera organisée au plus tard une (1) semaine après la notification du marché.

La date de démarrage des travaux sera fixée par un ordre de service (OS).

Le délai d'exécution des travaux est prévu sur une durée de douze (12) semaines.

Le délai de préparation ainsi que le délai de repliement des installations et remise en état sont compris dans le délai d'exécution.

La période de préparation est de deux (2) semaines maximum (démarrage à compter de la notification de l'OS) et le délai d'exécution (travaux) est fixé à dix (10) semaines à l'expiration du délai de préparation.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Les sommes dues aux titulaires et aux sous-traitants de premier rang éventuel(s) du marché, sont payées, par virement sur le compte bancaire figurant au marché, dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 6 – RÉPONSE ET GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Les candidats peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître d'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

En application de l'article R2142-22 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

ARTICLE 7 – VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

10-3 Variantes

Le maître d'ouvrage n'impose aucune variante.

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

10-3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles sont définies dans le cahier des charges.

Ces prestations concernent :

- PSE 01 – Dépollution du vide sanitaire ;
- PSE 02 – Tableau divisionnaire TS01 ;
- PSE 03 – Cheminement Technique Protégé ;
- PSE 04 – Création d'un mur coupe-feu 2h ;
- PSE 05 – Création d'un mur coupe-feu 3h.

Le détail de ces prestations sont décrites dans le CCTP.

En plus de leur offre de base, les candidats devront obligatoirement formuler une offre pour ces prestations.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de retenir ou non les prestations supplémentaires définies. Il en informera le candidat retenu avant la signature du marché.

Les prestations supplémentaires doivent impérativement figurer et être chiffrées au niveau de l'annexe à l'acte d'engagement sous peine d'irrégularité de l'offre.

Le candidat qui n'aura pas satisfait à cette exigence, verra son offre rejetée.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION (DC)

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 22 juillet 2025 avant 16h00 des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Si les modifications apportées sont considérées comme trop importantes (en ce qu'elles pourraient obliger les entreprises à revoir leur proposition), la date limite de dépôt des offres est reportée de telle façon à ce que chacun des candidats puisse tenir compte desdites modifications dans sa réponse.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition relative aux modifications de détail est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Aucune modification ne peut être apportée au dossier de consultation par les candidats.

Toute observation éventuelle ou demande de précisions d'un candidat sur les clauses de ce DC devra impérativement être adressée au maître d'ouvrage au plus tard le 15 juillet 2025 avant 16h00.

Toute demande sera considérée comme irrecevable dès lors qu'elle sera formulée verbalement, par mail ou réceptionnée après le délai ainsi fixé.

ARTICLE 9 – DOSSIER DE CONSULTATION (DC)

Conformément aux articles R.2132-2 et R.2132-3 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage met à disposition le dossier de consultation par voie électronique via le site de la plateforme PLACE dont l'adresse Internet est la suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Pour télécharger le dossier de consultation (désormais en accès « libre »), les soumissionnaires ne sont pas tenus de s'authentifier conformément à l'article 1er de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. Mais, afin d'assurer les correspondances électroniques, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, l'authentification des candidats au moyen d'une adresse électronique (e-mail) reste fortement recommandée ; le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas tenu responsable de l'absence de réception de tels renseignements de la part d'un candidat qui ne s'est pas authentifié sur le site. Il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique, par courriel ou sur support papier n'est autorisée.

Le dossier à disposition des candidats comprend les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, le planning de conception, la note de calcul projet, le carnet de plans et synoptiques, les plans de site existants, le schéma TD éclairage, les DOE Tour A et Tour B. ;
- Le planning prévisionnel d'exécution ;
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le RICT du Contrôleur Technique ;
- Le Registre-Journal et le PGC du Coordinateur SPS.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PRÉSENTATION DES PLIS

Les offres doivent être rédigées en **langue française** conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994.

10-1 Transmission électronique des plis

Le dossier du candidat, comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre, est transmis obligatoirement par voie électronique.

Seule la transmission par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> est autorisée.

ATTENTION : En application de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, seul le dernier pli déposé sera ouvert. Il convient donc au candidat de s'assurer que le dernier pli déposé contient l'intégralité des éléments demandés.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre à la dernière minute et de s'être assuré, par un test préalable, qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement du portail électronique.

Le candidat peut, s'il le désire, envoyer une copie de sauvegarde (support électronique de sauvegarde autorisé : clé USB) à l'adresse du maître d'ouvrage.

Cette copie de sauvegarde doit respecter les modalités de présentation des candidatures et des offres et parvenir sous pli scellé à l'adresse indiquée avant la date et l'heure mentionnées à l'article 10.2 du présent règlement.

**Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde, car elle n'engendre pas de réel surcoût ni charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité.
Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis (cf. page de garde).**

L'envoi des documents sur une boîte mail d'un contact du SGCD 91 indiquée dans les documents de la consultation n'est pas autorisé.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionné sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et déclaré irrecevable.

Les formats compatibles avec le système informatique de la préfecture sont les suivants :
.docx, .xlsx, .pptx, .pdf.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de fichiers : exécutables « exe », contenant des macros.

La signature électronique des candidatures et des offres n'est pas obligatoire.

Cependant, si le candidat décide de signer son pli, le certificat de signature utilisé devra être conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS) disponible par voie électronique sur le site internet de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (www.ssi.gouv.fr/rgs) et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les candidats s'assurent avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit préalablement être traité par un anti-virus

Si un virus était détecté, la copie de sauvegarde transmise le cas échéant sera ouverte. En cas d'absence de copie de sauvegarde ou lorsque cette même copie de sauvegarde

transmise sur support physique électronique contient un virus, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en est averti.

Adresse du dépôt du pli contenant la copie de sauvegarde :

Le pli scellé porte les éléments d'informations suivants :

<p style="text-align: center;">SGCD 91 Cité administrative d'Évry-Courcouronnes Boulevard de France 91 010 Évry-Courcouronnes Cedex</p> <p style="text-align: center;">Copie de sauvegarde de la procédure « Travaux électriques / Multi technique bâtiment préfecture »</p> <p style="text-align: center;">« Pli à ne pas ouvrir par le courrier » [Nom ou dénomination du candidat]</p>

Le candidat qui dépose la copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'aucun envoi sous une autre forme électronique que celle prévue au présent règlement de la consultation n'est accepté, à l'exception de la copie de sauvegarde comme indiquée dans le présent document.

10-2 Date limite de réception

La date limite de réception des offres est fixée au :

28/07/2025 A 16H00, DERNIER DÉLAI (HEURE DE PARIS)

Les dossiers parvenus ou remis après la date limite de dépôt, ainsi que ceux qui n'auraient pas respecté les conditions de réception ci-dessus mentionnées, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Une fois le délai de réception passé, le candidat ne pourra en aucun cas retirer ou modifier son offre.

10-3 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de quatre (4) mois à compter de la date limite fixée pour leur réception.

10-4 Pièces à produire dans le cadre de la candidature

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administrée par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De même, conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui

ont déjà été au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu.

Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques et en aucune façon des documents qui ne peuvent, par leur nature même, qu'être spécifique à la consultation en cours.

Les candidats soumissionnaires sont invités à remettre les documents suivants dans le cadre de l'analyse de leurs candidatures :

Capacité juridique ou capacité du candidat à accéder à la commande publique	
A	<p>Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, établie sur papier libre ou sur l'imprimé DC1, datée, cachetée et signée par une personne habilitée. Si la lettre de candidature est établie sur papier libre, le candidat doit préciser s'il se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, il doit indiquer notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mandataire, - si les candidatures et les offres sont signées par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire, qui, dans ce cas, doit justifier des habilitations nécessaires
B	<p>Une déclaration sur l'honneur du ou des candidats (en cas de groupement) datée et signée par le candidat pour justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du respect de ses obligations fiscales et sociales - qu'il(s) n'a (ont) pas fait l'objet d'une interdiction de concourir - qu'il(s) n'a (ont) pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.
C	<p>Pouvoir du signataire de l'ensemble des documents, si ce dernier n'est pas le représentant légal du candidat.</p>
D	<p><i>Si le candidat est en redressement judiciaire</i>, il est tenu de fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et d'apporter la preuve que l'autorisation de poursuite de son activité couvre la période correspondant à la durée du présent marché</p>

Capacité financière du candidat	
A	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;</p> <p>Le candidat peut éventuellement utiliser l'imprimé DC2 (dernière version) ou le document unique de marché européen (DUME). Ce formulaire est disponible sur le site Internet www.economie.gouv.fr, en format rtf.</p> <p><u>Niveau minimal spécifique exigé :</u></p> <p>En application de l'article R 2142-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage a décidé de fixer les niveaux minimums de capacité suivants :</p> <p>Chiffre d'affaires global annuel du candidat ou du groupement d'entreprises doit être supérieur ou égal à 3 millions d'euros.</p> <p>Pour les entreprises nouvellement créées, le candidat pourra fournir toutes indications concises et utiles permettant de juger de sa capacité financière à exécuter le marché. Les candidats devront démontrer qu'ils disposent des capacités financières minimales pour réaliser les prestations pour lesquelles ils se portent candidats, notamment que l'exécution</p>

	du marché ne remet pas en cause l'équilibre financier de leur structure.
--	--

Capacités professionnelles et techniques du candidat	
A	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles (en cas de groupement, pour chaque membre du groupement).
B	Une déclaration indiquant les moyens matériels, outillages et logiciels du candidat (en cas de groupement, pour chaque membre du groupement).
C	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat, et notamment des responsables de prestations de même nature que celles du marché. Le candidat indiquera les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché (art. R. 2142-13 du Code de la commande publique) (en cas de groupement, pour chaque membre du groupement)
D	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres. <u>Niveau minimal spécifique exigé :</u> En application de l'article R 2142-2 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage a décidé de fixer les niveaux minimums de capacité suivants : <ul style="list-style-type: none"> • QUALIFELEC : MGTI (Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie) et CFMGTI (Courants Faibles Moyen Gros Tertiaire Industrie) ; • QUALIBAT N° 4132 : Plaques de plâtre (technicité confirmée). • Qualification 2112 maçonnerie et béton armé technicité confirmée.
E	Une liste de références des principales prestations similaires réalisées sur les trois dernières années disponibles, ou tout autre moyen de preuve équivalent notamment en site occupé.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Les formulaires DC1 et DC2 sont librement téléchargeables sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

10-5 Pièces à produire dans le cadre de l'offre

L'offre de chaque candidat se compose des pièces suivantes :

A	L' acte d'engagement (imprimé ATTR11) , dûment rempli, revêtu du cachet du candidat et signé par lui-même devra être fourni par l'attributaire du marché. Ce document peut d'ores et déjà être fourni par les candidats avec leur offre. La signature de l'acte d'engagement sera faite par une personne dûment habilitée à cet effet par le candidat au marché. Celui-ci apportera donc toutes les informations utiles permettant de vérifier l'habilitation.
B	La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) établie conformément au cadre de réponse joint au dossier de la consultation. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la DPGF doit être intégralement

	complétée et que la trame ne doit pas être modifiée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionné à la DPGF. Il est donc strictement interdit d'ajouter ou de modifier les lignes/références et postes. Si un élément est inclus, indiquer "inclus" dans la case "unité" et "0 euro" dans les cases "Prix" et « quantité ».
C	Le cahier des charges (CCAP et CCTP) dûment complété et signé
D	Une attestation sur l'honneur de la visite du site
E	Un relevé d'identité bancaire ou postal
F	Le cas échéant, le(s) demande(s) d'acceptation de sous-traitant(s) et d'agrément des conditions de paiement (acte spécial ou DC4) . Le candidat devra produire une demande par sous-traitant ;
G	Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) dûment signé
H	Le Plan Général de Coordination (PGC) dûment signé
I	Le calendrier prévisionnel d'exécution

Les candidats peuvent, en outre, produire toutes pièces qu'ils estiment de nature à appuyer leur offre.

ARTICLE 11 – MODALITÉS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

11-1 Sélection des candidatures

L'acheteur vérifie la conformité des dossiers à l'article 10-4 et 10-5 du présent règlement.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, le maître d'ouvrage peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à cinq (5) jours.

Les enveloppes contenant les offres des candidats éliminés ne seront pas ouvertes et leur seront renvoyées.

11-2 Sélection des offres

Le maître d'ouvrage élimine les offres non conformes à l'objet du marché et choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères d'attribution suivants, pondérés comme suit :

Critère n°1 : Proposition financière	Coeff 50%	Prix des prestations du marché (sur la base du cadre DPGF).	100,00 %
Critère n°2 : Valeur technique de l'offre	Coeff 30%	Procédés d'exécution / Méthodologie d'intervention	35,00%
		Matériaux et matériels mis en œuvre	30,00 %
		Moyens humains mis en œuvre et savoir-faire des intervenants	25,00 %
		Gestion des déchets – Protection de l'environnement – Développement durable	10,00 %
Critère n°3 : Délai	Coeff 20%	Délai proposé pour la réalisation des travaux	100,00 %

11-3 Négociations

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, cette procédure intègre une phase de négociation.

Le maître d'ouvrage engagera des négociations avec les cinq (5) soumissionnaires les mieux classés à l'issue de la première phase d'analyse des offres et ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères définis.

Au regard des délais contraints de cette opération, les négociations auront lieu sur la période du 29/07/2025 au 14/08/2025, les candidats soumissionnaires devront donc se rendre disponibles sur cette période afin d'assister aux éventuels rendez-vous auxquels ils pourraient être convoqués.

Les négociations porteront tant sur le prix des prestations, que sur la proposition technique et le calendrier d'exécution des travaux.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que le maître d'ouvrage, dans le cadre du présent marché, se réserve la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.

Si un des candidats invité à la négociation, ne se présente pas au rendez-vous, l'offre retenue pour l'analyse financière finale sera son offre initiale.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure. Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'il aura engagés pour la préparation de l'offre.

ARTICLE 12 – VISITE DU SITE

La visite du site est obligatoire.

Le candidat doit avant de remettre une offre, se rendre sur place pour examiner l'importance des travaux à exécuter, leurs conditions de réalisation, faire tous les relevés nécessaires, apprécier les moyens à mettre en œuvre pour le respect des délais.

Il appartient aux candidats de contacter les personnes mentionnées ci-après, au moins soixante-douze heures (72 h) à l'avance, pour connaître les modalités de visite et d'accès à la cité administrative d'Évry-Courcouronnes :

- François LE-GROS au 01.69.91.91.86. – francois.le-gros@essonne.gouv.fr
- Stéphane PONCIN au 01.69.91.91.90. – stephane.poncin@essonne.gouv.fr

Les dates prévisionnelles arrêtées pour les visites sont les 16, 17 et 21 juillet 2025.

Le candidat devra fournir une attestation sur l'honneur indiquant sa visite sur place, la prise en compte du site et les modifications des quantités si cela s'avère nécessaire.

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

Le candidat doit poser ses questions selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation au chapitre ci-après « Renseignements complémentaires ».

ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les demandes de renseignements administratifs et techniques sont à formuler

obligatoirement sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Tout complément d'information sur le cahier des charges du marché, fera l'objet d'une réponse publiée sur le profil acheteur.

Sur la plateforme PLACE, les candidats devront fournir une adresse courriel valide afin de recevoir les différents courriers.

Toutes les questions feront l'objet, par la suite, d'une publication sur PLACE.

ARTICLE 14 – PIÈCES À PRODUIRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

Le candidat pourra, s'il le souhaite, transmettre ces documents avec les pièces constitutives du dossier de candidature, sans que leur absence au stade de la candidature soit éliminatoire.

Le candidat retenu à l'issue de la présente procédure devra fournir en plus des documents du marché, dans le délai qui lui sera imparti par le maître d'ouvrage:

A	Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
B	Un K bis ou l'un des documents énumérés à l'article R.324-4 2° du Code du travail.
C	Si le candidat emploie des salariés, une déclaration sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France
D	Les attestations d'assurances en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle

À défaut de production de ces documents dans le délai fixé, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu. L'acheteur présentera la même demande au candidat classé en second et ainsi de suite le cas échéant en suivant l'ordre de la liste.

En application des articles R.324-4, R.324-2 et L.324-14 du Code du travail, devront être produits tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. R. 324-4-1° - a). Durant l'exécution du marché, l'acheteur public est donc fondé à demander à son cocontractant une attestation spécifique de l'URSSAF à chaque fois qu'une période supplémentaire de six mois s'est écoulée, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés (art. R. 324-4-3°).

Tous les documents à signer, doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial.



ANNEXE 1 – ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (Nom, Prénom, Fonctions*)

.....
.....

* Joindre une lettre de pouvoirs le cas échéant

agissant au nom et pour le compte de la société (indiquer la forme de la société) :

.....
.....

Domiciliée (siège social) :

.....
.....

déclare sur l'honneur :

ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique

être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Date et signature (cachet commercial) :